

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 17 - 19 mai 2000

PROJETS SOUMIS À L'APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Point 6 de l'ordre du jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2000/6-B/2
26 avril 2000
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT— GÉORGIE 6122.01

Secours et aide au redressement en faveur des groupes vulnérables

Nombre de bénéficiaires	454 000
Durée du projet	Deux ans (1er juillet 2000– 30 juin 2002)

Coût (dollars E.-U.)

Coût total pour le PAM	14 470 657
Coût total des produits alimentaires	7 568 680

RÉSUMÉ

L'avenir des populations vivant en Géorgie est très incertain, en particulier pour les pauvres et les groupes vulnérables. Le pays a une marge de manœuvre très réduite, tant sur le plan politique qu'économique. Il risque d'être confronté à une reprise des hostilités en Abkhazie et en Ossétie du Sud et à un nouveau conflit en Ajara. Les quelque 260 000 personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI), victimes de conflits antérieurs sont en phase d'intégration dans les communautés locales. Les conflits qui ont repris dans des pays voisins de la Fédération de Russie (Tchéchénie) et entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, risquent en outre de déborder sur la Géorgie. Des élections sont imminentes en Géorgie et en Russie. Après la grave crise économique des années récentes, le gouvernement n'a pu financer que 37 pour cent de son budget de 1999 et est fortement tributaire des institutions de Bretton Woods et de donateurs bilatéraux, qui financent plus de 40 pour cent du budget national. La population, estimée à quatre à cinq millions d'habitants, a vu son revenu par tête chuter de 60 pour cent et son épargne perdue ou érodée par l'hyperinflation du milieu des années 90. Les infrastructures de base sont dans un état déplorable, l'électricité n'est distribuée que pendant six à huit heures par jour et de nombreux systèmes d'irrigation et de drainage ne fonctionnent pas. Le principal dispositif de protection sociale, qui est le système de retraite, est condamné à verser ses prestations de façon irrégulière, quand il le peut. La production alimentaire est insuffisante pour nourrir la population, mais pourrait être augmentée, grâce à une amélioration de l'efficacité économique. La fragilité économique du pays limite les importations de denrées de base, dont les prix ne sont pas à la portée des plus vulnérables. La Géorgie abrite plus de 5 000 réfugiés, et ce nombre devrait augmenter dans les mois à venir. Les groupes les plus vulnérables sont ceux qui ne sont pas en mesure de subvenir à leurs propres besoins ou qui n'ont pas de soutien familial, à savoir les orphelins, les handicapés physiques ou mentaux et les retraités qui vivent seuls. Certaines personnes seraient déjà sur la voie du redressement, si on leur en donnait les moyens, notamment les petits paysans qui possèdent des parcelles d'au moins 0,8 hectare et les communautés qui pourraient bénéficier d'une amélioration de l'infrastructure sociale. Le PAM n'est pas en mesure d'apporter un appui à toutes les personnes vulnérables qui vivent en Géorgie ou de répondre à tous leurs besoins. C'est pourquoi il a choisi de cibler son assistance sur les personnes vulnérables des zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire et s'efforce de travailler avec une vaste gamme de partenaires, afin de coordonner son assistance avec celle des autres institutions et de maximiser les avantages pour les groupes cibles. La présente intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) comprend une composante de secours et une composante de redressement. Le programme de secours est ciblé sur les réfugiés, les orphelins, les handicapés physiques et mentaux vivant en institution, et les retraités qui vivent seuls et dépendent de programmes d'alimentation en institution. Le programme de redressement se concentre sur la remise en état des infrastructures agricoles de base et sur la plantation de cultures de rapport, et s'adresse aux petits paysans ayant des exploitations privées et aux communautés dépourvues d'infrastructures sociales de base. Les deux composantes de cette IPSR d'une durée de deux ans contribuent à responsabiliser les communautés et à renforcer les capacités d'adaptation, dans le cadre d'activités "vivres pour la formation" (VPF), en encourageant les organisations communautaires et le développement des compétences techniques. La mise en œuvre d'une stratégie ciblée sur les personnes vulnérables vivant dans les zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire est une garantie de durabilité.

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, Région Asie et Europe orientale (OAE): Mme J. Cheng-Hopkins tel.: 066513-2209

Coordonnateur de programmes, OAE: Mme U. Thapa tel.: 066513-2041

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le commis aux documents et aux réunions (tél.: 066513-2645).



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACF	Action contre la faim
ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
CEI	Communauté des Etats indépendants
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
IRC	<i>International Rescue Committee</i>
PDI	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SCF	<i>Save the Children Fund</i>
UMCOR	<i>United Methodist Committee on Relief</i>
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail
VPF	Vivres pour la formation



FOURNITURE DE L'AIDE: CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Contexte de la crise

1. Après son indépendance en 1991, la Géorgie a été frappée par une guerre civile et des conflits ethniques en Ossétie du Sud et en Abkhazie. Des accords politiques ont permis d'atténuer les tensions en Ossétie du Sud, mais aucune solution n'a été trouvée pour le conflit d'Abkhazie, où les hostilités ont repris en 1998. Environ 260 000 personnes se sont déplacées à l'intérieur du pays, et des conflits pourraient éclater dans d'autres régions, par exemple en Ajara. A l'approche des élections présidentielles, prévues pour avril 2000, les tensions ont monté entre les autorités d'Ajara et les responsables nationaux. Tout conflit opposant Ajara à la Géorgie pourrait avoir un effet déstabilisant sur la région de Javakheti et sur d'autres régions. En Géorgie occidentale, des groupes dissidents continuent de s'insurger. Le Président actuel, Edouard Chevardnadzé, a échappé à deux attentats politiques. Les conflits qui font rage dans des pays voisins (Arménie, Azerbaïdjan et Fédération de Russie) menacent la stabilité du pays. La Géorgie abrite actuellement plus de 5 000 réfugiés tchéchènes, et l'on prévoit un nouvel afflux de réfugiés au printemps, après la fonte des neiges.
2. L'essentiel des activités économiques de la Géorgie se font avec la Russie et les pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI), qui représentent environ 44 pour cent des échanges commerciaux (*Economic Trends*, 1999). Ainsi, la crise du rouble russe de 1998 a entraîné un important déficit de la balance commerciale et une crise économique en Géorgie. Les unités de production industrielle sont obsolètes, nocives pour l'environnement et incapables de maintenir leur part de marché, car elles ne sont pas compétitives. La Géorgie a subi un processus de désindustrialisation, qui s'est traduit par une augmentation du chômage. En 1996, la production industrielle atteignait à peine 14 pour cent de son niveau de 1989. En 1998, 46 pour cent seulement des industries officiellement enregistrées étaient en service (PNUD, 1999). Les investissements étrangers sont restés faibles, car la Géorgie est considérée comme un pays très instable.
3. L'agriculture représente 30 pour cent du produit intérieur brut (PIB) et jusqu'à 50 pour cent du revenu des ménages ruraux et urbains. Ce secteur a connu un déclin rapide, et la production est tombée à la moitié du volume de 1990 (PNUD, 1999). L'entretien des systèmes d'irrigation et de drainage a été négligé pendant plusieurs années, ce qui a provoqué un engorgement des terres, la formation de mouillères, la salinisation et l'érosion des sols et le déclin de la productivité agricole. L'amélioration de la production agricole et de la sécurité alimentaire des ménages ruraux passe par la remise en état de ces systèmes. Comme dans d'autres secteurs, la majorité des actifs agricoles appartenaient à l'Etat à l'époque de l'indépendance et devaient par conséquent être privatisés. En avril 1998, 26 pour cent seulement des terres étaient privatisées; il existe une corrélation étroite entre le fait de ne pas posséder de terres et la pauvreté.
4. D'après les données officielles, le PIB par habitant est tombé à 700 dollars E.-U. en 1999, soit à peine 40 pour cent des niveaux de 1990 (PNUD, 1999), mais des observateurs bien informés considèrent que ce chiffre est supérieur à la réalité. Le PIB par habitant de la Géorgie est parmi les plus faibles de la CEI, et il est inférieur à celui de nombreux pays en développement. Les recettes du gouvernement sont maigres et peu stables. Le système de recouvrement de l'impôt, peu efficace, ne contribue que pour 10 pour cent au PIB et est entravé par la montée de la corruption. En 1999, le gouvernement n'a pu couvrir que 37 pour cent de son budget, qui a été financé à



concurrence d'environ 40 pour cent par les institutions de Bretton Woods (PNUD, 1999). La dette de la Géorgie augmente plus rapidement que son PIB, et le service de la dette extérieure représente environ 25 pour cent des recettes totales.

Analyse de la situation

5. Pour nourrir la population géorgienne, qui compte entre quatre et cinq millions d'habitants, il faut environ 815 000 tonnes de céréales par an, dont 650 000 tonnes de blé. Or en 1999, la production de blé se chiffrait à 280 000 tonnes, niveau très inférieur aux besoins (FAO, 1999). Selon la classification de la FAO, la Géorgie est un pays à faible revenu et à déficit vivrier. Toutefois, les marchés ruraux et urbains sont approvisionnés grâce à la disponibilité d'aliments importés. Pour la majorité des individus, le vrai problème est l'accès à la nourriture. Les prix et le revenu familial sont les principaux déterminants de la sécurité alimentaire des ménages. Le pouvoir d'achat des ménages s'est détérioré au cours du temps, car les revenus ont baissé d'environ 40 pour cent par rapport à 1990; dans le même temps, les prix ont monté, par suite de l'inflation. En 1997, l'assortiment alimentaire minimal mensuel, de 2 500 calories par personne, coûtait environ 102 Lari (50 dollars), alors que le revenu moyen était de l'ordre de 50 Lari (25 dollars). Environ 50 pour cent de la population a un revenu inférieur au coût de l'assortiment alimentaire (PNUD, 1999).
6. Le pouvoir d'achat alimentaire des ménages a été amoindri par d'importants chocs macro-économiques et par les conflits ethniques. Le taux de chômage est de l'ordre de 22 pour cent pour l'ensemble du pays, et de 35 pour cent dans les zones urbaines (PNUD, 1999). De plus en plus de personnes hautement qualifiées doivent accepter des emplois très inférieurs à leurs qualifications et à leurs compétences. Ainsi, une grande proportion de femmes diplômées de l'université ne trouvent pas d'emploi et ont dû se résoudre à aller travailler sur des marchés considérés comme dangereux et souvent contrôlés par des malfaiteurs. Les travailleurs plus âgés sont encore plus défavorisés, car on leur préfère les plus jeunes.
7. La capacité qu'ont les ménages ruraux d'accroître la production et leurs revenus a été érodée par le déclin de la productivité agricole. Comme on l'a déjà signalé, les rendements des céréales et des cultures d'exportation traditionnelles sont faibles, car les systèmes d'irrigation et de drainage n'ont pas été entretenus pendant plusieurs années. Le vieillissement et le manque d'entretien des plantations d'agrumes et des vignes expliquent en partie la qualité et les rendements médiocres de ces cultures d'exportation. De nombreux agriculteurs n'ont pas accès au crédit et n'ont pas les connaissances techniques requises pour produire dans de bonnes conditions de rentabilité. Les membres des familles les plus pauvres manquent de matériel et d'outils et travaillent de longues heures dans le froid glacial, sans être vêtus ou chaussés comme il convient.
8. Le principal dispositif de protection des pauvres est le Programme de protection sociale, qui fournit des allocations aux retraités, aux invalides et aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI). Le système de retraite s'est effondré en raison de la crise économique. Le gouvernement s'efforce d'améliorer le ciblage des groupes vulnérables, mais n'a pas été en mesure de leur verser régulièrement les prestations sociales. En 1999, l'Etat avait jusqu'à six de mois de retard dans le versement des prestations de retraite (PNUD, 1999). Le versement des pensions mensuelles, qui s'élèvent en moyenne à 12 Lari (six dollars), est devenu de plus en plus irrégulier, de sorte que de nombreuses personnes âgées ne disposent d'aucun revenu pour se nourrir ou se chauffer.
9. L'incidence de la malnutrition chronique ou des retards de croissance est supérieure aux niveaux prévus, qui étaient de deux à trois pour cent. D'après l'enquête réalisée par



l'UNICEF en 1999, 11,7 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffrent de retards de croissance. Dans certaines régions, comme celles de Kakheti, Kvemo Kartli et Samtshkhe-Javakheti, l'incidence des retards de croissance est supérieure à 15 pour cent. On a noté des changements dans les habitudes alimentaires des ménages qui consomment des aliments de moins en moins nutritifs. Si l'on ne parvient pas à arrêter cette tendance, la malnutrition augmentera probablement.

La situation des femmes

10. Les bouleversements sociaux, politiques et économiques ont eu des effets dévastateurs sur les communautés et causé des privations là où les membres les plus vulnérables de la population - à savoir les femmes et les enfants - souffrent le plus.
11. Sous l'effet de ces perturbations et de la crise économique qui en a découlé, de nombreuses femmes ont perdu leur emploi. Les industries qui employaient traditionnellement de la main-d'œuvre féminine (textile, vêtement, industrie alimentaire et industrie chimique et pétro-chimique) ont fermé leurs portes, de sorte que les femmes se sont retrouvées au chômage. En milieu rural, les femmes travaillent surtout dans les plantations de thé et dans les vignes, mais ces secteurs ont eux aussi été complètement détruits, par manque d'attention, lorsque l'on a tenté de privatiser l'agriculture, qui était jusqu'alors le pilier d'une économie centralisée. Dans l'intervalle, le nombre de familles dont les femmes étaient le seul ou le principal soutien économique a brusquement augmenté; or le salaire moyen des femmes ne représente que 41 pour cent du minimum vital fixé par le gouvernement, contre 99,6 pour cent pour les hommes.
12. En outre, compte tenu du démantèlement des anciens services sociaux, il est plus difficile d'assurer des conditions de vie décentes aux familles, durant les périodes de crise économique. Les femmes sont très insuffisamment représentées et souvent privées de droits. Même dans la fonction publique, elles n'occupent que trois à cinq pour cent des postes de responsabilité.

Politique du gouvernement

13. La politique macro-économique du gouvernement est largement axée sur les programmes de stabilisation et d'ajustement des institutions de Bretton Woods, et prévoit des réformes structurelles dans plusieurs domaines:
 - introduction d'une monnaie nationale, et d'un taux de change librement négocié;
 - libéralisation des prix et des échanges;
 - réforme fiscale;
 - privatisation, y compris réforme agraire;
 - restructuration du secteur bancaire;
 - mise en place d'un cadre juridique et normatif pour le développement du secteur privé.
14. Le gouvernement affine actuellement ses critères de ciblage des groupes vulnérables, pour pouvoir venir en aide aux plus démunis. Depuis 1998, l'accent est mis sur la nécessité de réorienter les interventions en faveur des groupes vulnérables, des secours vers le développement. Les donateurs bilatéraux et les institutions internationales sont encouragés à accorder plus d'attention aux besoins et aux stratégies à long terme.
15. Sous l'impulsion de plusieurs donateurs (Banque mondiale, PNUD, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)), le gouvernement a récemment adopté une



nouvelle politique en faveur des PDI, elle consiste à soutenir l'aide apportée à ces personnes en fonction de la vulnérabilité individuelle, et non plus simplement de leur statut de PDI, comme c'était le cas jusqu'à présent. Cette nouvelle politique encourage l'intégration dans les communautés locales. Une enquête sera réalisée dans le courant de l'année pour identifier les PDI les plus vulnérables, qui peuvent prétendre à une assistance.

16. La privatisation des terres a commencé en 1992, lorsque le gouvernement a décidé que 60 pour cent des terres arables du pays, choisies parmi les meilleures, seraient transférées au secteur privé. Il a toutefois fallu attendre 1996 pour que soient promulguées des lois autorisant la propriété privée des terres, l'attribution de titres fonciers et la cession à bail de terres de l'Etat au secteur privé. Les autres mesures prises par les pouvoirs publics pour améliorer la sécurité alimentaire des ménages en milieu rural, sont les suivantes: amélioration des qualifications agricoles; recherche et formation; crédit agricole et fourniture de services de soutien pour les systèmes d'irrigation, de drainage et autres systèmes d'eau.

AIDE DU PAM A CE JOUR

17. Le PAM est présent en Géorgie depuis 1993, où il fournit des secours alimentaires aux PDI et à d'autres groupes vulnérables touchés par la crise économique et les conflits civils. Depuis 1997, il met en œuvre des activités vivres-contre-travail (VCT) pour contribuer à améliorer la sécurité alimentaire des ménages, en milieu rural. Entre mai 1997 et juillet 1999, le PAM a distribué 18 400 tonnes de denrées à 73 800 ménages en situation d'insécurité alimentaire et soutenu 188 projets VCT. Les activités VCT ont aidé à remettre en production 11 700 hectares de plantations de thé, à améliorer l'irrigation sur plus de 29 100 hectares et à nettoyer les systèmes de drainage sur 4 870 hectares de terres, ce qui a créé de nouvelles possibilités de revenu pour les ménages ruraux. Les autres activités ont été la remise en état des routes de desserte, des ponts, des écoles, des systèmes d'approvisionnement en eau, ainsi que quelques reboisements. Le PAM met actuellement en œuvre une IPSR qui a débuté en juillet 1999 et prendra fin en juin 2000, et dont l'objectif est de contribuer à améliorer la sécurité alimentaire des groupes vulnérables et de donner aux bénéficiaires davantage de moyens d'assurer leur autosuffisance. Cette IPSR fournit 15 444 tonnes de produits alimentaires à un effectif moyen de 100 000 bénéficiaires, dans le cadre d'activités VCT destinées à promouvoir leur autosuffisance, et distribue dans le cadre d'une opération de secours 2 746 tonnes de denrées, à 12 000 personnes choisies parmi les plus vulnérables et les retraités vivant en institutions, ainsi qu'à 70 000 PDI, pendant l'hiver.

Justification de la prolongation

18. L'avenir de la population géorgienne est très incertain. Le gouvernement a une marge de manœuvre réduite: la guerre en Tchétchénie, les élections en Russie et en Géorgie et la menace de troubles intérieurs et de conflits dans des pays voisins, comme l'Arménie et l'Azerbaïdjan, sont les principaux déterminants de la stabilité économique et politique du pays. De plus, comme on l'a déjà dit, le gouvernement n'a pu financer que 37 pour cent de son budget de 1999 et dépend de donateurs extérieurs, pour plus de 40 pour cent du budget national. La stratégie adoptée pour passer des secours à un redressement durable, repose sur une approche plus orientée vers le développement et sur une action à l'échelon des communautés, qui ne peut pas être menée à bien en un an. Il est donc proposé de la compléter par la présente IPSR, d'une durée de deux ans.



19. Plusieurs années de stagnation économique et de faibles recettes ont mis à genoux le dispositif de protection sociale complet qui était antérieurement en place. Si les réformes économiques et sociales en cours témoignent d'un progrès par rapport aux objectifs de développement à long terme du gouvernement, elles créent, dans l'immédiat, un fardeau supplémentaire pour un pourcentage important de la population qui est encore pauvre et ne s'est pas encore remis des bouleversements passés. Les groupes de population les plus durement touchés par les réformes macro-économiques actuelles sont ceux qui sont le moins à même de subvenir à leur propres besoins et qui dépendent entièrement d'une assistance du gouvernement. Les systèmes de retraite, qui sont l'un des piliers de tout dispositif de protection sociale, manquent constamment de fonds et le versement des prestations est irrégulier, dans le meilleur des cas.
20. Le conflit en Tchétchénie et l'afflux de réfugiés qui en résulte, ont exercé une pression supplémentaire sur les ressources budgétaires de la Géorgie, déjà insuffisantes. Le gouvernement est conscient des problèmes sociaux et déploie des efforts considérables pour mettre au point un nouveau mécanisme de protection sociale, plus adapté aux réalités d'une économie de marché. En attendant, plusieurs programmes financés par le gouvernement auront besoin d'un soutien des donateurs.
21. Dans ces circonstances, il est proposé de maintenir les distributions alimentaires jusqu'à ce que le Gouvernement géorgien ait mis en place un nouveau dispositif de protection sociale ou jusqu'à ce que l'économie se soit suffisamment reprise pour qu'il puisse fournir des services de base aux catégories les plus vulnérables. Les activités relevant du programme de secours visent à améliorer la sécurité alimentaire de ceux qui sont entièrement assistés par le gouvernement et privés de soutien familial, à savoir les orphelins, les handicapés, les retraités vivant seuls et les réfugiés.
22. L'agriculture a toujours été l'un des piliers de l'économie géorgienne, grâce aux diverses zones climatiques favorables et aux sols relativement fertiles. Avant l'indépendance, le secteur agricole géorgien fournissait à l'Union soviétique des légumes, des fruits, des agrumes, du thé et du vin, alors que les autres denrées de base, comme les céréales et les aliments pour animaux étaient importés d'autres républiques soviétiques.
23. Une fois que la Géorgie a acquis son indépendance et cessé d'importer des aliments de base en provenance de l'Union soviétique, les paysans ont dû assumer une responsabilité plus grande dans les approvisionnements alimentaires du pays. Ils ont été gênés par l'insuffisance de leurs connaissances et par leur inexpérience dans le domaine de la gestion d'entreprises privées, et par la destruction des systèmes d'irrigation et de drainage. Les paysans n'étaient pas préparés pour affronter cette tâche de titan, de sorte qu'en 1994, la production agricole avait reculé de 60 pour cent par rapport au début des années 90. Outre le fait qu'il a compromis les approvisionnements alimentaires de l'ensemble des familles rurales du pays, dont la subsistance dépend principalement de la production agricole, ce déclin a été l'une des principales causes de la persistance de l'insécurité alimentaire et de la précarité des moyens d'existence en Géorgie.
24. Grâce à l'assistance initiale dont ils auront bénéficié, les petits paysans géorgiens auront une possibilité d'améliorer leur autosuffisance économique. L'objectif global des activités VCT sera de favoriser la relance des économies rurales et de remettre en état les infrastructures sociales de base. L'ensemble d'activités relevant de ce programme consistera à remettre en état les actifs agricoles essentiels et les principales infrastructures sociales. Ces activités aideront à rétablir la capacité productive des terres et contribueront par là même à renforcer la sécurité alimentaire et l'autosuffisance des ménages, dans les communautés vulnérables. En outre, le PAM fournira des vivres dans le cadre d'activités



VPF, pour renforcer les connaissances agricoles et inculquer aux paysans des compétences en matière d'encadrement et de gestion.

PLAN D'EXECUTION

Buts et objectifs

25. L'IPSR a pour but général de continuer à promouvoir une stratégie de redressement plus intégrée et plus durable, en vue d'atteindre les objectifs suivants:

Objectif à court terme

- Fournir des secours aux groupes les plus vulnérables et sans protection économique, qui sont entièrement tributaires d'un appui du gouvernement, à savoir les orphelins, les handicapés, les retraités vivant seuls en institution, les PDI et les réfugiés tchétchènes.

Objectifs à moyen terme

- Mettre les petits exploitants agricoles mieux à même d'accroître la production agricole et la sécurité alimentaire, par des activités de remise en état du secteur agricole et de formation professionnelle.
- Rétablir l'autosuffisance et la cohésion sociale entre les différents groupes ethniques, en favorisant la collaboration dans des activités économiques et en mettant en place une meilleure infrastructure sociale, au bénéfice de tous.
- Faciliter l'accès des femmes aux actifs économiques agricoles, pour renforcer la sécurité alimentaire de leurs familles.
- Inculquer des compétences en matière d'encadrement et de gestion à des femmes, pour garantir l'efficacité de la prise de décisions, à l'échelon des communautés.
- Faire en sorte que les communautés se sentent maîtresses du processus de développement.

COMPOSANTES CLES DU PROGRAMME

26. Les principales composantes de l'IPSR sont décrites dans le tableau ci-dessous:

APERÇU GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS				
Activité	Objectif	Groupe cible	Contrepartie	Contribution de la contrepartie
	Secours			
Garantir les disponibilités alimentaires en institution et améliorer la valeur nutritionnelle et énergétique des rations des orphelins	Alimentation en institution	Orphelins	UNICEF	<p>Suivi de l'impact et de la qualité</p> <p>Evaluation de 11 institutions, axée sur les normes sanitaires et le développement physique et psychologique des enfants</p> <p>Formation du personnel des</p>



APERÇU GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS

Activité	Objectif	Groupe cible	Contrepartie	Contribution de la contrepartie
	<i>Secours</i>			
				institutions
Garantir les disponibilités alimentaires et améliorer la valeur nutritionnelle et énergétique de l'alimentation des handicapés physiques et mentaux (grade I et II, selon la classification du gouvernement)	Alimentation en institution	Handicapés (grade I et II)	UNICEF	Idem
Subvenir, tout au long de l'année, aux besoins alimentaires de base des retraités vivant seuls, dépourvus de protection	Alimentation en institution Zones urbaines: soupe populaire	Retraités seuls de plus de 65 ans	Gouvernement et organisations confessionnelles	Fourniture d'abris et d'articles non alimentaires
Subvenir aux besoins alimentaires de base des réfugiés tchétchènes	Aide alimentaire	Réfugiés tchétchènes	HCR	Fourniture d'articles non alimentaires et d'abris
	Redressement/ VCT secteur agricole			
Promouvoir l'autosuffisance, par la remise en état des actifs productifs pour renforcer les capacités, dans le secteur agricole	Remise en état: - Systèmes d'irrigation et de drainage - Protection des terres	Paysans propriétaires de petites parcelles (0,8 hectare et plus) Priorité à: - Ménages monoparentaux, familles nombreuses - Familles ayant plusieurs personnes âgées	Associations communautaires Autorités locales ACF/SCF/UMCOR	Identification des participants Identification de projets (deuxième année) Identification de projets (première année) Remise en état des principaux systèmes de drainage Fourniture d'intrants agric. et d'appui technique
Faciliter l'accès des femmes aux actifs économiques et contribuer à leur donner des possibilités d'assumer de plus grandes responsabilités, pour le bien-être de leur famille	Remise en production des cultures de rapport: - Thé - Agrumes - Raisin - Arbres fruitiers - Légumes d'hiver/serres	Idem Au moins 70 % de femmes	Associations communautaires Autorités locales <i>Women in Business</i>	Identification des bénéficiaires Attribution de titres fonciers aux bénéficiaires Formation à la gestion d'entreprise, à l'intention des femmes qui désirent se lancer dans la transformation et la commercialisation d'aliments Identification de marchés Qualité des produits
	Redressement/VCT Secteur social			
Promouvoir l'autosuffisance et la responsabilisation des communautés, en les aidant à éliminer les principales contraintes infrastructurelles, qu'elles auront identifiées	Par exemple, fourniture d'eau potable Réfection des écoles Autres contraintes identifiées par les communautés	Paysans sans terres PDI Ménages monoparentaux Familles nombreuses	Associations communautaires Administrations locales/ONG	Identification de projets communautaires Identification des participants Identification de projets communautaires (première année)
	VPF/Formation relative aux projets			
Accroître les compétences des femmes en matière	Fournir une formation de haut niveau aux femmes	Deux femmes membres de chaque	IRC et autres ONG locales	Formation aux fonctions de direction et aux techniques de



APERÇU GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS

Activité	Objectif	Groupe cible	Contrepartie	Contribution de la contrepartie
	Secours			
d'encadrement, pour leur permettre de participer à la planification et à la gestion du développement, dans leurs communautés	membres d'associations communautaires et leur enseigner les techniques de mobilisation des communautés	association communautaire	identifiées	mobilisation des communautés
Améliorer les compétences des femmes, dans le domaine de la gestion des entreprises, pour qu'elles puissent prendre part au redressement économique de leur pays	Fournir une formation à la gestion d'entreprise et à la commercialisation aux femmes qui créent des micro-entreprises (transformation de fruits, vente de légumes...)	Femmes participant aux activités VCT, (culture et transformation de fruits et légumes)	<i>Women in Business</i>	Formation à la gestion d'entreprise et assistance pour l'identification de marchés
Améliorer les qualifications agricoles des petits paysans pour accroître la productivité agricole globale	Améliorer les compétences agricoles des petits paysans participant aux activités VCT	Paysans propriétaires de petites parcelles. Au moins 30 % de femmes	A définir	Formation agricole et professionnelle

27. L'IPSR comprendra deux composantes principales:

- **le programme de secours** fournira une aide alimentaire aux orphelins, aux handicapés et aux retraités seuls vivant en institution, ainsi qu'aux réfugiés tchéchènes;
- **le programme de redressement** visera à remettre en état les actifs sociaux et agricoles essentiels et fournira une aide alimentaire dans le cadre d'activités VCT. Il fera aussi appel à des activités VPF pour fournir une formation liée aux projets, notamment: amélioration des qualifications agricoles des petits paysans; formation en matière de gestion et de commercialisation, à l'intention de femmes chefs de petites entreprises (principalement dans le secteur de la transformation des aliments); et formation en matière d'encadrement, à l'intention de femmes représentant des associations communautaires.

Intervention prolongée de secours

Alimentation en institution en faveur d'orphelins, de handicapés et de personnes âgées

28. Pourront prétendre à l'aide fournie par le nouveau programme de secours les enfants vivant dans des orphelinats, les handicapés (grade I et II, selon la classification du Gouvernement géorgien) et les retraités seuls vivant en institution. Le PAM fournira pendant toute l'année un assortiment complet de 1 500 calories, constitué de farine, de haricots et d'huile. La farine sera enrichie avec du fer, et l'huile avec de la vitamine A. La ration alimentaire sera adaptée aux besoins nutritionnels du groupe cible, afin de minimiser les risques de carences en oligo-éléments et de malnutrition, en particulier parmi les enfants. La contribution du gouvernement à ces mêmes institutions sera définie dans le cadre d'un accord mutuellement convenu, et consistera à fournir des denrées périssables essentielles, telles que légumes, fruits et viande. Dans les villes, où les retraités qui vivent seuls et sans soutien familial sont particulièrement nombreuses, le PAM fournira un repas chaud par jour, dans des cantines populaires.



29. Pour exécuter la composante secours et renforcer l'impact du programme, le PAM coopérera avec l'UNICEF. Ce dernier évaluera l'état de santé des orphelins dans 11 institutions. L'appui de UNICEF sera également utile pour le suivi qualitatif de toutes les institutions assistées par le PAM. Le programme de formation du personnel d'une institution, mis en oeuvre par l'UNICEF, pourrait être élargi à d'autres institutions, qui reçoivent un appui dans le cadre du programme de secours du PAM.

Aide alimentaire aux réfugiés tchéchènes

30. A partir de mars 2000, conformément au Mémorandum d'accord entre le HCR et le PAM, ce dernier fournira une aide alimentaire à un effectif minimal de 5 000 à 6 000 réfugiés tchéchènes actuellement installés dans le district d'Akhmeta, dans la région de Kakheti. Au début du printemps, les réfugiés pourront franchir les montagnes du Caucase Nord, et l'on prévoit un nouvel afflux de plusieurs milliers de réfugiés. Le HCR a préparé un plan d'urgence en faveur de quelque 10 000 réfugiés qui commencera en juin 2000; ce plan a été adopté par le PAM qui a pris des mesures en conséquence. Les bénéficiaires ciblés recevront une ration d'aliments secs couvrant leurs besoins essentiels (environ 2 100 calories).

Activités de redressement/remise en état

Favoriser le redressement par des activités VCT

Redressement agricole

31. L'approche du PAM consistera à fournir une assistance ponctuelle pour remettre en état divers actifs, tels que les systèmes d'irrigation et de drainage, afin de remettre les terres en production. Aucune assistance additionnelle ne sera fournie pour l'entretien des actifs créés ou réparés.
32. Le PAM appuiera aussi l'établissement d'associations communautaires, en partenariat avec des ONG nationales et internationales spécialisées, partout où seront exécutées des activités VCT. Ces associations serviront principalement de tribune pour identifier les problèmes des communautés, examiner et arrêter des approches pour surmonter les obstacles au développement, et garantir l'entretien régulier des actifs créés ou remis en état grâce à l'appui du PAM. Ceci contribuera à renforcer les communautés et à leur donner des moyens d'agir pour accroître leur autonomie et leur autosuffisance; il s'agira également d'un mécanisme durable pour aider les communautés dans leur processus de développement, après le retrait de l'aide du PAM.
33. Dans le passé, la main-d'œuvre féminine employée en milieu rural était essentiellement concentrée dans les secteurs de la production de thé et de la viticulture, lesquels ont été presque complètement détruits, car délaissés, lors de la transition vers une économie de marché. Le programme de redressement du PAM en faveur de la Géorgie aidera les femmes à accéder à nouveau à ces actifs agricoles, en remettant en production les cultures de rapport.
34. Pour l'exécution de cette composante, le PAM s'efforcera de coopérer avec des partenaires comme Action contre la faim (ACF), *International Rescue Committee* (IRC), *Save the Children Fund* (SCF), *United Methodist Committee on Relief* (UMCOR) et d'autres organismes principalement axés sur le développement agricole, dicté par les communautés. Ces liens de partenariat garantiront aux petits paysans des intrants agricoles



supplémentaires, ainsi que la qualité technique des actifs créés, ce qui accroîtra l'impact global des activités.

Redressement social

35. Les activités relevant du programme de remise en état des infrastructures sociales auront pour objet d'éliminer certaines contraintes majeures, comme le manque d'eau potable. Cette IPSR sera caractérisée par une approche communautaire, autorisant les communautés à identifier elles-mêmes leurs besoins et à les classer par priorités. Une attention particulière sera accordée aux obstacles identifiés par les femmes vivant dans les communautés.
36. Comme par le passé, des propositions de projet peuvent être transmises par les autorités locales pendant la période initiale de la mise en œuvre de l'IPSR. Avec la multiplication des associations communautaires, il est probable que la responsabilité de l'identification des projets sera transférée des structures du gouvernement à ces associations. Ceci contribuera à garantir que les communautés interviennent dans la définition des priorités et prennent des initiatives de leur propre chef, de sorte qu'elles se sentiront plus maîtresses du processus de développement.

Bénéficiaires des activités VCT

37. Un effectif total de 432 000 personnes bénéficiera des activités VCT du PAM pendant une période de deux ans. Ce chiffre est calculé sur la base d'une moyenne de 18 000 participants VCT par mois de 22 jours. Les activités VCT dureront en moyenne quatre mois. La formule de calcul s'exprime donc de la façon suivante: 18 000 x 3 fois par an x 4 membres de la famille x 2 (Durée de l'IPSR = deux ans).

Agriculture

38. En milieu rural, les groupes vulnérables pour lesquels les possibilités de redressement économique à long terme sont les plus grandes, sont ceux qui ont accès à la terre. C'est pourquoi le PAM se concentrera sur la remise en état d'importantes infrastructures agricoles, telles que les systèmes d'irrigation et de drainage, la protection des terres et les plantations de cultures de rapport au bénéfice des petits exploitants agricoles. Ceci leur permettra immédiatement d'accroître la production agricole et renforcera la sécurité alimentaire au sein de leurs familles et des communautés. Au cas où ces activités de redressement nécessiteraient plus de main-d'œuvre, le PAM donnera la priorité à d'autres ménages vulnérables, tels que les paysans sans terre et les PDI. Environ 70 pour cent des bénéficiaires directs du programme de plantation de cultures de rapport seront des femmes.

Redressement social

39. Le programme de redressement social sera ciblé sur les communautés vivant dans des zones éloignées, isolées et exposées à l'insécurité alimentaire, où les infrastructures sociales sont insuffisantes. Ces activités VCT de redressement seront réservées aux ruraux ayant un accès limité ou nul à la terre, aux ménages monoparentaux, aux familles nombreuses et aux PDI s'ils sont inclus dans ces catégories. Dans toutes les activités auxquelles il est culturellement admis que les femmes participent, celles-ci constitueront au moins 50 pour cent des participants. Dans tous les cas, les femmes et leurs familles seront les principales bénéficiaires des infrastructures remises en état.

Favoriser le redressement par des activités VPF



40. La stratégie de l'IPSR reposera en partie sur des services de formation aux fonctions de direction, à la gestion d'entreprise et à la commercialisation à l'intention de femmes, afin que celles-ci soient mieux à même de faire face aux effets de la crise actuelle et d'améliorer la sécurité alimentaire de leurs familles. Le programme VPF s'adressera aux femmes bénéficiaires ou participantes du programme VCT du PAM.
41. La formation visant à améliorer les qualifications agricoles s'adressera aux petits paysans des deux sexes (ayant des parcelles de moins de 0,8 hectare). Les associations communautaires identifieront d'autres besoins de formation liés aux projets, ainsi que les participants, durant l'exécution de cette IPSR.
42. Le PAM s'efforcera de coopérer avec des partenaires de développement, notamment *Women in Business*, une ONG locale, pour inculquer aux femmes qui participent des compétences en matière de gestion et de commercialisation, dans le secteur des cultures de rapport. Grâce à cette formation, elles seront mieux placées pour vendre leurs produits, (fruits séchés, autres produits transformés à base de fruits, légumes, etc.). Le PAM choisira aussi des ONG nationales pour fournir une formation de haut niveau aux femmes et leur enseigner les techniques de mobilisation des communautés. Le soutien de ces organisations sera également recherché pour la formation agricole et dans d'autres domaines identifiés par les associations communautaires.

Bénéficiaires du programme VPF

43. Les bénéficiaires du programme VPF sont les "nouvelles" agricultrices sans expérience, exploitant de petites parcelles et prises en charge dans le programme de redressement. Elles bénéficieront d'une formation agricole améliorée. Dans chaque communauté, deux ou trois femmes seront choisies pour participer à une formation aux techniques de mobilisation des communautés et de prise de décision. Des cours seront aussi proposés à des femmes qui produisent et vendent des produits agricoles, pour leur inculquer des compétences de base en matière de gestion et de commercialisation.
44. Dans toutes les activités VPF, les rations alimentaires de 50 kilogrammes de farine de blé permettront à chaque participant de suivre les activités de formation proposées, et compenseront les dépenses qu'ils doivent payer pour pouvoir assister aux sessions de formation (transport, logement et repas). Des crédits budgétaires ont été prévus pour soutenir les ONG qui assurent les sessions de formation, notamment pour couvrir les charges de personnel, les frais de transport jusqu'aux communautés et la location des salles.

Composition des associations communautaires et des participants VPF

- au moins 50 pour cent de femmes;
- au moins une femme à un poste de responsabilité (présidente, secrétaire ou trésorière);
- un programme VPF assuré pour deux ou trois femmes, dans chaque communauté, améliorera leurs compétences en matière d'encadrement et leur enseignera des techniques de mobilisation des communautés.

GROUPES DE BÉNÉFIAIRES DU PAM				
--------------------------------------	--	--	--	--

Activité	Groupe cible	Femmes %	Hommes %	Total
----------	--------------	-------------	-------------	-------



Alimentation en institution	Orphelins, handicapés (grade I et II), retraités vivant seuls	60	40	12 000
Aide alimentaire	Réfugiés	60	40	10 000
Activités VCT	Petits exploitants agricoles, paysans sans terre, ménages monoparentaux, familles nombreuses, PDI	52	48	432 000
Activités VPF	Participants au programme VCT	50	50	4 000

* Bénéficiaires du programme VCT.

VENTILATION DES BÉNÉFICIAIRES, DES RATIONS ET DES BESOINS ALIMENTAIRES (2 ANS)

Type de bénéficiaire	Nombre de jours	Produits alimentaires			
		Farine de blé	Haricots	Huile végétale	Sucre
Orphelins, handicapés, retraités vivant seuls	720	350	30	25	
Réfugiés	720	450	60	25	20
VCT (x 4 pour la famille)	528	500 2 000	30 120	25 100	30 120
VPF (1 sac de 50 kilogrammes)	25	2 000			

VENTILATION DES BÉNÉFICIAIRES, DES RATIONS ET DES BESOINS ALIMENTAIRES (tonnes)

Type de bénéficiaires	Nombre de jours	Produits alimentaires				
		Farine de blé	Haricots	Huile végétale	Sucre	Total
Orphelins, handicapés, retraités vivant seuls	12 000	3 024	260	216		3 500
Réfugiés	10 000	3 240	432	180	144	3 996
VCT	432 000	19 008	1 140	950	1 140	22 238
VPF	4 000	200				200
Total	454 000	25 475	1 832	1 346	1 288	29 936

* Bénéficiaires du programme VCT, comptés une seule fois.

Mécanisme d'approbation des activités

45. Durant la première année de cette IPSR, les projets seront sélectionnés sur la base des propositions soumises par les autorités locales, les ONG et les associations communautaires. Durant l'exécution des projets, le PAM s'emploiera à renforcer ou à créer des associations communautaires dans toutes les communautés qu'il assiste, afin qu'il y ait dans les villages des structures capables de contribuer à l'identification des priorités des projets et de gérer les actifs des projets suite aux interventions du PAM. Par la suite, ces



associations communautaires joueront un rôle croissant dans l'identification et la formulation des propositions de projets.

46. Chaque proposition de projet sera évaluée en fonction d'une série de critères: priorité accordée au projet par la communauté et/ou les autorités locales; résultats escomptés; durabilité des actifs créés; participation des groupes les plus vulnérables; et augmentation de production escomptée, basée sur les efforts de redressement.
47. L'approbation des projets sera précédée d'une évaluation de faisabilité effectuée par le personnel de programme du PAM, en coopération avec des membres des associations communautaires ou avec les autorités locales. Pour garantir la transparence des projets et faire en sorte que les bénéficiaires s'en sentent propriétaires, le PAM expliquera les critères de sélection adoptés pour chaque activité lors de réunions avec les bénéficiaires et les participants du programme VCT.
48. Le PAM s'efforcera dans la mesure du possible de s'appuyer sur les initiatives de développement de ses partenaires, de manière à renforcer l'impact des projets. Si cela s'avère impossible, le PAM recherchera des partenaires de développement nationaux ou internationaux, susceptibles de compléter les initiatives qu'il soutient et de continuer à promouvoir le développement, après le retrait de son aide.
49. L'approbation définitive des projets relèvera d'un comité d'approbation interne du PAM. Exceptionnellement, des partenaires externes potentiels pourront, le cas échéant, être invités à participer. Pour chaque projet approuvé, un document sera préparé, et soumis pour signature aux principaux intervenants, à savoir la contrepartie, les autres partenaires d'exécution et le directeur de pays du PAM.

Mécanismes institutionnels et sélection des partenaires

50. Le PAM s'efforcera d'obtenir l'appui et la coopération de l'UNICEF pour assurer l'identification et le suivi qualitatif des institutions et, éventuellement pour fournir une formation au personnel des institutions.
51. Pour faciliter la mobilisation des communautés, le PAM s'efforcera d'obtenir l'assistance d'ONG comme l'IRC et le SCF, qui ont déjà une vaste expérience dans ce domaine. Pour ces activités, le PAM identifiera aussi des ONG nationales qualifiées, capables de fournir une formation aux techniques de mobilisation des communautés et de prise de décision.
52. Le PAM s'efforcera de travailler en liaison étroite avec des partenaires opérant en milieu rural et privilégiera la coopération de partenaires de développement fournissant aux petits paysans des intrants agricoles, des services de vulgarisation ainsi qu'un appui juridique sur les régimes fonciers. En particulier, le PAM s'efforcera de coordonner ses opérations avec celles d'ONG comme ACF, SCF et UMCOR, qui sont spécialisées dans la mobilisation des communautés et l'agriculture.
53. *Women in Business* peut améliorer les compétences de gestion d'entreprise des femmes dans le cadre du programme VPF, et aider à trouver des marchés pour les denrées agricoles et les produits alimentaires transformés.

Renforcement des capacités

54. L'élaboration d'une approche axée sur les communautés est jugée cruciale pour créer une tribune qui aidera à responsabiliser les populations locales. A travers ce mécanisme, les communautés peuvent trouver leurs propres solutions, sur la base des réalités et d'initiatives locales. Ce processus garantira la durabilité des interventions assistées par le



PAM et transférera la maîtrise des programmes à ceux qui les mettent en œuvre. Une fois établies, les associations communautaires auront donc plusieurs fonctions: participer à l'identification des priorités et des besoins des communautés et au choix des activités; collaborer à la gestion de l'exécution des projets et la superviser; et participer au ciblage des bénéficiaires du PAM. Les associations peuvent aussi être utiles pour réduire les tensions intercommunales (entre les PDI et la population locale), en offrant une tribune pour des dialogues et des discussions.

55. En transférant le processus décisionnel des autorités locales aux communautés et en soutenant la pleine intégration des femmes à des postes de responsabilité, le PAM devrait favoriser l'institutionnalisation, au niveau local, d'un processus politique favorisant la parité entre les sexes et plus sensible à la problématique hommes-femmes.

Zones cibles

56. L'opération de l'Unité d'analyse et cartographie de la vulnérabilité (ACV) du bureau du PAM en Géorgie a commencé en septembre 1999 et vise à mieux identifier les zones et les ménages pauvres. Dans le cadre de cette opération, les principales activités ont consisté à examiner les diverses sources de données pour mieux comprendre les problèmes de sécurité alimentaire et localiser les personnes vulnérables sur ce plan. Dans l'intervalle, un certain nombre d'enquêtes intéressantes la Géorgie ont été entreprises, par l'intermédiaire du Département de statistique de l'Etat. La qualité des données est variable et les critères de distinction des ménages pauvres ou vulnérables n'ont pas été arrêtés avec précision.
57. La Banque mondiale a réalisé en 1997 une enquête à l'échelle du pays, qui a servi de base pour l'évaluation de la pauvreté en Géorgie. L'UNICEF vient d'achever l'enquête de fin de décennie dont le but principal est d'évaluer les progrès accomplis concernant la réalisation des objectifs du Sommet mondial pour les enfants. L'ONG *Counterpart International* faisant office de contrepartie internationale a mené une enquête/opération de recensement de grande ampleur pour identifier les ménages vulnérables pouvant prétendre à la gratuité de l'électricité.
58. Pour les activités de l'Unité d'ACV du bureau du PAM en Géorgie, la principale source de données a été l'enquête de la Banque mondiale, qui a servi de base pour l'enquête sur les ménages du Département de statistique de l'Etat. Les données brutes ne sont pas disponibles, mais des variables intéressantes peuvent être extraites pour analyse, sur demande. D'autres données proviennent d'un recensement et d'une enquête du FIDA et d'autres départements de l'Etat.

Ciblage des régions/districts pour les activités VCT

59. Le PAM a adopté l'indemnité minimale de subsistance du Département de statistique de l'Etat comme seuil de vulnérabilité des ménages. Les régions pouvant prétendre au programme du PAM sont sélectionnées sur la base d'un indice composite de la concentration de ménages vulnérables et de la proportion de ces ménages dans chaque région. Les quatre régions sélectionnées sont celles d'Imereti, de Racha-Lechkhumi, de Kakheti et de Guria, qui ont l'indice composite le plus faible. Ces régions seront ciblées pour les activités VCT dont le but principal est d'améliorer la situation des ménages ruraux ayant des problèmes d'accès à la nourriture. Trois autres régions, qui ont un indice composite faible, à savoir Shida Kartli, Mtskheta-Mtianeti et Samegrelo ont été désignées comme zones cibles secondaires, pour d'éventuelles interventions.
60. Le PAM a identifié les paysans propriétaires de petites parcelles (moins de 0,8 hectare) comme un groupe ayant la possibilité d'accroître la production alimentaire. A l'intérieur



des régions ciblées, les districts qui ont une proportion élevée d'agriculteurs propriétaires de parcelles de plus de 0,8 hectare seront ciblés pour les activités VCT de remise en état des infrastructures agricoles. L'opération d'ACV ventilera les données par district pour identifier les zones qui ont un pourcentage élevé de paysans possédant des parcelles de plus de 0,8 hectare. Les communautés ayant un fort pourcentage de propriétaires de petites parcelles, de ménages monoparentaux ou de familles nombreuses ou comprenant plusieurs personnes âgées, seront considérées comme les plus vulnérables.

61. L'ampleur de l'appui du PAM en faveur du redressement, dans les "régions secondaires" dépendra de plusieurs facteurs: évolution de la sécurité alimentaire dans les régions sélectionnées; conditions de sécurité; appui politique/du gouvernement aux niveaux régional et national; présence de partenaires garantissant la durabilité des initiatives VCT après le retrait du PAM.
62. Pour que les activités VCT soient en permanence ciblées sur les districts touchés par l'insécurité alimentaire, les conditions de sécurité alimentaire devront être suivies de manière continue. Les indicateurs seront le nombre moyens de repas, la consommation alimentaire et les stratégies de survie qui mesurent l'ampleur du stress alimentaire. Les données relatives à ces indicateurs seront rassemblées chaque trimestre et utilisées pour déterminer l'évolution de la sécurité alimentaire des ménages. Les données seront ensuite révisées deux fois par an pour identifier les zones où l'accès à la nourriture s'est détérioré, ces zones deviendront alors des districts prioritaires pour les activités VCT. L'ACV établira les indicateurs de la sécurité alimentaire d'après les données collectées et analysera ces indicateurs chaque trimestre. Les contrôleurs de terrain du PAM rassembleront ces données et s'occuperont du suivi et de l'évaluation.

Ciblage de l'intervention de secours

63. La composante de secours intéressera l'ensemble du pays. Le groupe cible sera constitué d'individus vivant en institution qui ne sont pas autonomes et n'ont aucun soutien familial. La composante est donc ciblée sur:
 - les orphelinats;
 - les institutions pour handicapés;
 - les retraités de 65 ans et plus vivant seuls en zone urbaine ou semi-urbaine;
 - les réfugiés.

Suivi et évaluation

64. Le PAM suivra de près l'état d'avancement et les réalisations du projet, en effectuant des visites sur le terrain et en rassemblant et en analysant des données. Les conclusions du suivi seront examinées avec les contreparties et les responsables de la gestion du projet. Un suivi qualitatif périodique fournira aussi, dans la mesure du possible, des données ventilées par sexe.
65. Le PAM assurera le suivi des distributions de produits alimentaires à tous les bénéficiaires dans le cadre des programmes de secours et de redressement. Les denrées distribuées aux bénéficiaires de l'intervention de secours, complétées par les contributions du gouvernement, devraient être suffisantes pour couvrir tous les besoins nutritionnels. Au moindre indice de malnutrition, une enquête sera immédiatement engagée avec l'appui de l'UNICEF, dans la mesure où les conditions le permettent.



66. Les participants des activités VCT recevront des rations alimentaires correspondant à leurs jours de travail effectifs et aux normes de travail établies.
67. Le PAM entretiendra des liens de coordination étroits avec d'autres institutions des Nations Unies, des ONG et les autorités gouvernementales pour éviter le chevauchement des tâches et exploiter les possibilités de coopération.
68. Le PAM tiendra plusieurs bases de données:
- a) *Une base de données de référence pour chaque district d'intervention:* modes d'utilisation des terres; taille moyenne des parcelles; terres mises en culture; nombre de villages/communautés; superficie de terres irriguées/consacrées à la culture du thé; rendement par culture et nombre de ménages vulnérables, décomposé par sexe. Les principales sources de données seront le Département de statistique et de l'aide sociale, les *Counterpart International* et l'Unité d'ACV. Les autres données à collecter sont les indicateurs concernant l'accès à la nourriture et les stratégies de survie qui faciliteront la mise en oeuvre immédiate des activités VCT dans les districts les plus exposés à l'insécurité alimentaire.
 - b) *Une base de données concernant chaque communauté participante:* nombre de ménages participants, ventilés par sexe et par âge; taille des exploitations, rendement actuel; type d'activités ou d'actif à créer; taille totale de l'actif; nombre de bénéficiaires directs des actifs créés; production et rendement escomptés et indicateurs qualitatifs des habitudes de consommation alimentaire.
69. Deux évaluations participatives rapides seront conduites; la première, effectuée à mi-parcours, servira à examiner l'état d'avancement, et à fournir des données de base pour affiner le programme et mettre à jour les conditions de sécurité alimentaire dans les zones d'intervention. La seconde aura lieu à la fin du programme pour évaluer dans quelle mesure les objectifs fixés ont été atteints. Ces deux évaluations participatives rapides seront exécutées par l'Unité d'ACV.

Logistique

70. Tous les produits alimentaires destinés à la Géorgie arrivent aux ports de Poti et Batumi puis sont directement acheminés par voie ferrée et par la route aux différents points de livraison avancés (PLA) de Tbilissi (Géorgie orientale) et de Kutaisi (Géorgie occidentale).

STRATEGIE DE RETRAIT

71. La stratégie de retrait du bureau du PAM en Géorgie sera la suivante. Durant la période de transition actuelle, le PAM continuera à assister les populations les plus vulnérables par une aide alimentaire pendant une période limitée à deux ans. Compte tenu de la phase politique critique que traverse le pays, ce délai semble raisonnable pour réévaluer la situation politique et la stabilité dans la région. Certaines circonstances favorables, comme la stabilité accrue dans le pays (du point de vue politique, mais aussi en ce qui concerne la résolution des conflits internes; la remise en état des infrastructures; les investissements; la croissance avec distribution équitable des revenus); font que la Géorgie peut nourrir quelque espoir de redressement économique. A l'intérieur du pays, le PAM déplacera les opérations du programme vers des districts plus démunis, s'il ressort du suivi périodique que la zone n'est plus en situation d'insécurité alimentaire.



72. Au niveau du programme, l'aide alimentaire directe du PAM sera exclusivement ciblée sur les catégories les moins protégées, dépendantes de l'Etat, ainsi que sur les réfugiés tchéchènes. En cas de reprise économique, le gouvernement devrait être en mesure d'assumer ses responsabilités et obligations dans ce secteur, après le retrait de l'aide du PAM.
73. Simultanément, le PAM continuera à réorienter ses opérations, des secours vers un programme de redressement plus intégré, dans le cadre d'activités VCT et VPF. Les projets VCT visent à établir la sécurité alimentaire des ménages et des communautés et à éliminer les principales contraintes qui entravent le développement, au niveau des infrastructures sociales. En outre, les activités VCT ont pour objet de promouvoir l'auto-suffisance, grâce à la création d'opportunités génératrices de revenu.
74. La création d'associations communautaires et la mise en place d'activités VPF axées sur le développement de compétences en matière d'encadrement, contribueront à établir des mécanismes et des outils durables. La formation de femmes à des fonctions de direction et leur promotion explicite dans les associations communautaires est un premier pas vers une représentation accrue des femmes dans les structures décisionnelles.
75. La formation de femmes chefs d'entreprise, dans les domaines des affaires et de la gestion, donnera aux femmes une autre possibilité d'accroître le revenu familial et sera un atout précieux pour la nouvelle économie de marché de la Géorgie.
76. Toutes les initiatives de redressement sont orientées vers la création d'actifs durables, qui contribueront au maintien des interventions du PAM, après l'achèvement de ses opérations en Géorgie. Pour renforcer cette approche, le PAM travaillera en liaison étroite avec d'autres organisations des Nations Unies et avec des ONG internationales et nationales afin que les initiatives de développement soient coordonnées et se complètent. Cette coopération permettra en outre au PAM de lier son groupe cible à d'autres initiatives et partenaires de développement dans le pays.

EVALUATION DES RISQUES/MECANISME D'INTERVENTION D'URGENCE

77. Le résultat des prochaines élections en Géorgie et en Russie, ainsi que les conflits dans certaines régions (Abkhazie, Ossétie du Sud), sont un facteur d'incertitude supplémentaire. Les autres risques liés à la persistance des combats en Tchétchénie et à d'autres incertitudes géo-politiques dans la région (Arménie, Azerbaïdjan) demeurent. De plus, l'instabilité économique a peu de chances de s'atténuer, durant la période considérée.
78. Si la situation se détériore, les besoins de secours augmenteront et la progression vers le redressement sera compromise. Le bureau de pays du PAM devra donc être en mesure de réajuster ses activités pour revenir à la phase de secours.

Mesures de sécurité

79. La Géorgie se trouve actuellement en Phase II du Plan de sécurité global. L'année 1998 a été plutôt agitée: attentat contre le Président, assassinat d'un fonctionnaire de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, tentative de coup d'Etat militaire dans l'ouest du pays et imposition de couvre-feux. La situation semblait plus tranquille en 1999, mais la prudence reste de rigueur car de nouvelles tensions pourraient apparaître compte tenu du récent afflux de réfugiés tchéchènes et des élections présidentielles imminentes d'avril 2000. Toutes les missions venues de l'étranger doivent faire l'objet d'une habilitation de sécurité de la part du Coordonnateur résident des Nations Unies.



80. Les zones à haut risque sont essentiellement l'ouest et le nord. En conséquence, des mesures élémentaires de sécurité ont été prises pour protéger les bureaux, l'équipement, le personnel, les résidences et les ressources du PAM.

Besoins de formation potentiels pour le personnel du bureau du PAM en Géorgie

81. Compte tenu de la forte réorientation de la programmation, des secours vers le redressement, les agents du PAM en Géorgie auront besoin d'une formation additionnelle, dans les secteurs suivants:
- techniques de suivi qualitatif et de suivi d'impact;
 - méthodes d'évaluation rapide en milieu rural;
 - techniques de mobilisation des communautés.
82. A l'intérieur de la sous-région couverte par le pôle régional de l'Asie occidentale et centrale, le personnel auxiliaire aura aussi besoin d'une formation dans divers domaines, tels que les finances, TC/TI, ACV, information et gestion.

RECOMMANDATION DU DIRECTEUR EXECUTIF

83. Il est recommandé au Conseil d'administration d'approuver l'IPSR, dans la limite du budget présenté aux annexes I et II.



ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET

	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits ¹			
– Farine de blé (enrichie en fer)	25 472	212,39	5 410 240
– Huile végétale (enrichie en vitamine A)	1 346	729,23	981 550
– Légumineuses (haricots)	1 832	468,56	858 410
– Sucre	1 284	248,03	318 480
Total produits	29 934	253	7 568 680
Transport externe		94,56	2 830 559
Transport terrestre			
TIEM	29 934	42	1 257 228
Total TTEM	29 934	42	1 257 228
Autres coûts opérationnels directs	29 934	16	477 580
Total coûts opérationnels directs			12 134 047
B. Coûts d'appui directs (voir annexe II pour les détails)			
Total partiel coûts d'appui directs			1 289 568
Total coûts directs			
C. Coûts d'appui indirects (7,8 pour cent du total des coûts directs)			1 047 042
COÛT TOTAL POUR LE PAM			14 470 657

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet, comme à tous les projets assistés par le PAM peuvent varier au cours du temps en fonction des disponibilités du PAM et du marché intérieur des pays bénéficiaires.



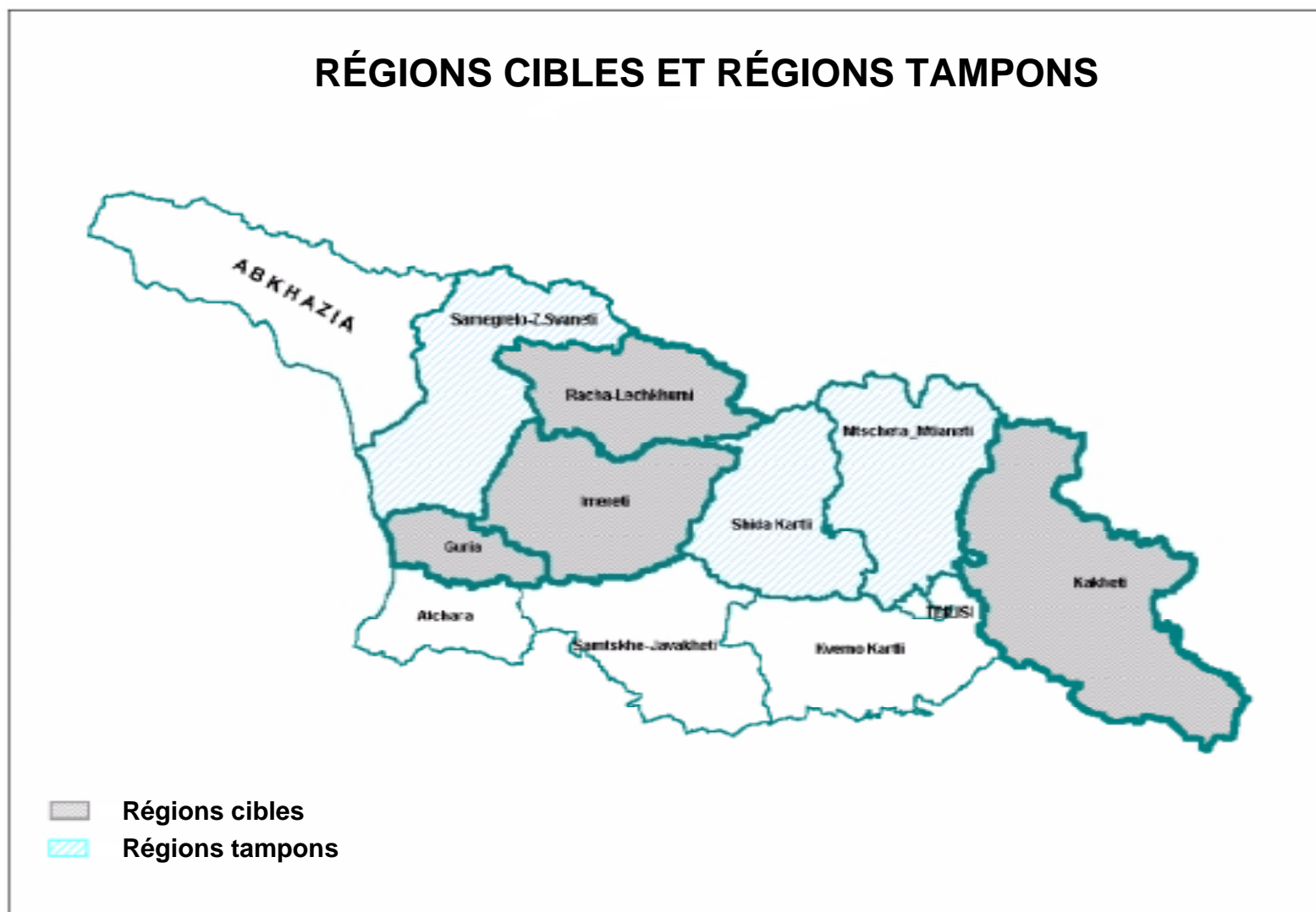
ANNEXE II**BESOINS D'APPUI DIRECTS (dollars)**

Dépenses de personnel	
Personnel international	396 384
Fonctionn TC/TI aires nationaux	57 936
Personnel local et temporaire	277 848
Heures supplémentaires (en dollars seulement)	10 200
Total partiel	742 368
Services d'appui technique	
Exame TC/TI préalable/évaluation du projet	3 500
Services consultatifs techniques	4 000
Suivi et logistique	4 500
Formation	8 000
Total partiel	20 000
Voyages et indemnités journalières de subsistance	
Déplacements internationaux	50 000
Déplacements intérieurs	50 000
Total partiel	100 000
Dépenses de bureau	
Location des locaux	132 000
Services collectifs	26 000
Communications	55 600
Fournitures de bureau	12 000
Réparation et entretien du matériel	7 000
Total partiel	232 600
Véhicules	
Carburant et entretien	83 600
Total partiel	83 600
Matériel	
Matériel de communication	4 000
Véhicules	60 000
Équipement informatique	22 000
Mobilier et équipement	13 000
Total partiel	99 000
Autres	
Plaidoyer	3 000
Sécurité	9 000
Total partiel	12 000
TOTAL COÛTS D'APPUI DIRECTS	1 289 568



ANNEXE III





Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

